



**COMMUNE de CHAMPAGNIER**

DÉPARTEMENT de l'ISÈRE  
CANTON de LE PONT DE CLAIX

**REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

**ARRÊTÉ MUNICIPAL N°ARR2023\_055  
PORTANT PERMIS DE STATIONNEMENT  
POUR UN COMMERCE AMBULANT – PRÊT GO**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE CHAMPAGNIER,**

**LE MAIRE DE LA COMMUNE CHAMPAGNIER,**

Vu la délibération n°2023\_019 du 27 mars 2023 fixant les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public communal de Champagnier ;

Vu la demande du 19 septembre 2023 par laquelle la société Prêt Go, représentée par son gérant Monsieur TARANTINI Enzo, sise 130 avenue de Savoie 38660 La Terrasse, sollicite l'autorisation d'installer sur le domaine public un camion « foodtruck » sur la Place du Laca sur l'emplacement défini par la commune pour une occupation le vendredi 22 septembre 2023 de 16h à 22h, avec accès à l'électricité ;

Considérant qu'il est nécessaire, dans l'intérêt de la sécurité publique, de réglementer la circulation et le stationnement,

**ARRÊTE**

**Article 1 : Objet de l'autorisation**

La société Prêt Go, représentée par son gérant Monsieur TARANTINI Enzo, ci-après dénommé le titulaire, est autorisée à occuper le domaine public communal pour l'installation d'un camion magasin (véhicule KERENZO modèle KT1500G immatriculé FN-075-VG, assuré par Matmut - n° de contrat 980 0013 94660 W 03) place du Laca sur l'emplacement défini par la commune.

**Article 2 : Durée**

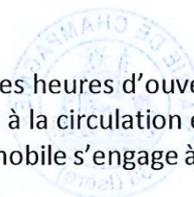
La présente autorisation est consentie le vendredi 22 septembre 2023 de 16h à 22h.

**Article 3 : Conditions de stationnement**

Le véhicule n'est pas autorisé à stationner en dehors des heures d'ouverture du commerce ambulant sauf occupations de nature à limiter les nuisances liées à la circulation et au stationnement, soumises à l'autorisation de l'autorité territoriale. Le commerce mobile s'engage à respecter les dates et horaires d'ouverture fixés dans l'autorisation.

L'emplacement doit être libéré et laissé propre.

Le commerce mobile s'engage à respecter les règles d'hygiène pour les denrées alimentaires (chaîne du froid, protection des plats cuisinés, etc.).



Le commerce mobile ne doit créer aucune gêne pour la circulation des piétons, pour les personnes à mobilité réduite ou malvoyantes et pour les services de secours. Le commerce mobile doit préserver la tranquillité des riverains.

#### **Article 4 : Redevance**

En contrepartie de l'occupation du domaine public communal, le titulaire s'acquittera d'un droit dont le montant est calculé sur la base des tarifs définis par la délibération n°2023\_019 du 27 mars 2023 fixant les tarifs relatifs à l'occupation du domaine public communal de Champagnier. Toute période commencée (demi-journée, jour, mois, trimestre) est due. Le non-paiement de ces droits de voirie peut entraîner le refus d'autorisation ou de renouvellement.

Compte-tenu de la demande d'occuper l'emplacement le vendredi 22 septembre 2023 de 16h à 22h avec accès et fourniture à l'électricité, la société Prêt Go, représentée par son gérant Monsieur TARANTINI Enzo, devra s'acquitter de la somme de **3,5 euros** pour le vendredi 22 septembre 2023 de 16h à 22h.

#### **Article 5 : Conditions liées à l'autorisation et responsabilité**

La présente autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Elle est précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire. Elle peut être retirée en cas d'inexécution de l'une des obligations précédemment définies, à l'expiration d'un délai de 1 mois après mise en demeure restée infructueuse, ainsi que pour des motifs d'intérêt général ou liés à l'intérêt du domaine public communal occupé, sans qu'il puisse en résulter, pour le titulaire, un droit à indemnisation. Le titulaire est responsable tant vis-à-vis de la commune de Champagnier que vis-à-vis des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'installation de ses biens mobiliers. Le présent permis de stationnement ne vaut que sous réserve des droits des tiers. En cas de retrait de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son titulaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai de 1 mois à compter du retrait ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du titulaire.

#### **Article 6 : Publicité**

La présente autorisation sera notifiée au titulaire et publiée conformément à la réglementation en vigueur.

#### **Article 7 : Exécution**

Les services de la commune de Champagnier sont chargés de l'application du présent arrêté.



Fait à Champagnier, le 21 septembre 2023

Florent CHOLAT  
Maire